



**R**éseau

DOCUMENT SPECIAL N° 7

**P**olitiques

**I**ndustrielles

**Politique commerciale stratégique,**



**croissance endogène**



**et commerce international**

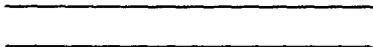


*Pertinence des nouvelles théories pour les PVD*

---

Mohamed LAHOUEL

---



CODESRIA

**Politique commerciale stratégique,  
croissance endogène et commerce international**  
*Pertinence des nouvelles théories pour les PVD*

**Réseau de recherche sur les Politiques Industrielles  
en Afrique (RPI)**

**Mohamed LAHOUEL**

*Centre de Développement de l'OCDE  
94, rue Chardon-Lagache, 75016 Paris  
Tél. 45 24 84 88 / Fax : 45 24 79 43 / E-mail : dessus@oecd.org*

**Document spécial N° 7**

**Novembre 1996**

*Document présenté à la 4e Assemblée générale du RPI à Abidjan en 1992*

A

**Politique commerciale stratégique, croissance endogène et  
commerce international**

*Pertinence des nouvelles théories pour les PVD*

Copyright ©CODESRIA 1996

Mise en page : Emiliane Faye  
Publication : RPI

B

## Table des matières

<b>Introduction</b>	1
<b>Principales idées dégagées par les nouvelles théories du commerce international et de la croissance endogène</b>	1
<b>La théorie de la croissance</b>	1
<b>Commerce international et croissance endogène</b>	3
<b>Stratégie du commerce extérieur et croissance dans les PVD</b>	5
<b>Aspects théoriques</b>	5
<b>Aspects empiriques</b>	8
<b>Conclusion</b>	10
<b>Bibliographie</b>	10

## **Acronymes**

- PVD** : Pays en voie de développement
- RQ** : Restrictions quantitatives
- NBER** : National Bureau of Economic Research
- PIB** : Produit intérieur brut



## **Introduction**

La stratégie du commerce extérieur a occupé depuis longtemps une place importante dans les débats sur la croissance et le développement. Cet intérêt ne s'est toutefois retrouvé ni dans la théorie de la croissance où le commerce extérieur a été quasi-absent, ni dans celle de l'économie internationale traditionnelle où l'analyse s'est limitée depuis longtemps aux effets statiques d'allocation de ressources. De nouveaux développements théoriques ont vu le jour depuis la fin des années soixante-dix, mettant l'accent sur des effets externes dynamiques qui pourraient être entraînés ou découragés par le type de stratégie commerciale appliqué ainsi que par d'autres instruments d'intervention de l'Etat dans le domaine de formation du capital humain et d'absorption ou de maîtrise de la technologie.

Ce document comprend deux sections. La première traite des apports théoriques des nouvelles théories du commerce international et de la croissance endogène; la deuxième est une tentative de tirer les implications pour les PVD en ce qui concerne l'analyse de la stratégie de croissance en relation avec la politique du commerce extérieur. Dans cette dernière section, on passera brièvement en revue le type de travaux empiriques qui ont été inspirés, du moins partiellement, par ces nouvelles théories.

## **Principales idées dégagées par les nouvelles théories du commerce international et de la croissance endogène**

### ***La théorie de la croissance***

La théorie de la croissance a été reformée récemment par P. Roemer (1986, 1990) pour faire ressortir l'idée que la croissance des nations tend à s'accélérer en raison d'effets d'apprentissage qui s'accumulent à travers le temps et qui tendent aussi à se propager d'un pays ou d'un ensemble de pays à un autre. Il s'agit là d'une explication du phénomène de croissance par des effets externes résultant de l'accumulation de l'apprentissage et du progrès technique.

L'idée principale développée par Roemer (1990) est celle du progrès technique endogène où l'invention de nouveaux biens d'équipement constitue une activité économique, au même titre que la production de biens d'équipement ou de consommation. L'invention procure une rente qui est appropriée par l'entreprise s'y engageant et constitue à ce titre un bien partiellement d'exclusion. Toutefois, et c'est là où réside l'intérêt de l'investissement en recherche et développement, toute intervention augmente gratuitement le stock de savoir technique disponible de manière générale, entraînant ainsi des effets externes positifs sur la recherche et la fabrication de nouveaux biens d'équipement.

Le modèle de Roemer fait ressortir le rôle déterminant du capital humain source d'accélération de la croissance économique. L'argument peut être résumé de la

manière suivante : l'économie produit trois types de biens. Le premier est un bien de consommation produit à l'aide de main-d'oeuvre, de capital humain et de biens durables ou d'équipement. La production de ce bien se caractérise, en outre, par des rendements d'échelle constants. Le deuxième bien, qui est le bien d'équipement, est produit de la même manière que le premier de telle sorte que les quantités de ressources que sa production nécessite soient proportionnelles à celles engagées dans la production d'une unité du bien consommable. La gamme de biens d'équipement utilisable dépend toutefois du nombre ou de la quantité d'inventions ou de «designs» disponibles. Cette quantité, qui correspond au troisième bien, ne résulte pas d'efforts de recherche, désintéressé mais obéit plutôt aux mêmes activités de production des deux premiers types de biens.

L'intensité de l'activité de recherche dépend évidemment de l'importance du capital humain qui lui est affecté ou attiré, mais elle dépend aussi de l'expérience collective déjà acquise dans ce domaine. Alors qu'il est vrai que toute invention donne lieu à un brevet d'invention qui permet à son auteur (à son propriétaire) de contrôler son utilisation, il reste néanmoins que, étant exploitable à travers l'information technique transmise par le nouveau bien d'équipement auquel elle donne lieu, elle devient source de nouvelles inventions ultérieures. Le rythme d'invention devient alors fonction à la fois du capital humain qui lui est alloué et du stock de technologie ou d'inventions déjà disponible.

A la différence du modèle traditionnel de Solow où le revenu et la consommation par habitant augmentent le long du sentier de croissance régulière (*steady-state*) au rythme d'un progrès technique exogène, l'introduction de l'activité de recherche dans le cadre d'analyse permet une endogénéisation de la croissance et offre une explication de la diversité des rythmes observés entre pays. En effet, si l'on définit la croissance régulière par l'égalité entre les taux de croissance du stock de capital matériel, de la production et du stock d'inventions (en supposant que la taille de la population active reste constante), ce taux de croissance commun devient alors une fonction croissante du capital humain attiré dans l'activité de recherche, et, de manière indirecte compte tenu d'une répartition d'équilibre du capital humain entre activité de production de biens et activité de recherche, une fonction croissante aussi du stock de capital humain total.

De cette analyse se sont dégagées des conclusions de politique économique assez importantes. La première est que bien qu'elle soit d'objectif généralement commercial, toute invention génère des effets externes positifs pour l'activité de recherche et de développement de manière générale. Il en découle que sans intervention de l'Etat, le marché n'est pas capable de fournir la quantité optimale d'inventions ; indirectement, il n'est pas capable d'attirer suffisamment de capital humain vers la recherche et le développement. L'objectif d'efficacité dicterait alors soit une subvention à cette dernière activité, soit une subvention à la formation du

capital humain qui s'orienterait de lui-même vers cette activité source d'effets externes.

Plusieurs pays en voie de développement auraient alors des taux de croissance économique faibles parce qu'ils ont des dotations faibles en capital humain. L'intégration dans l'économie mondiale par l'ouverture sur les échanges avec l'extérieur et la libéralisation leur permettrait selon cette approche de bénéficier de l'ensemble du stock technologique disponible à l'échelle internationale ainsi que des externalités qui en découlent.

Pour Lucas aussi la théorie néoclassique traditionnelle à la Solow n'arrive pas à rendre compte des différences de croissance entre pays, notamment entre pays développés et pays en voie de développement, étant donné que le taux de croissance du sentier régulier est indépendant du taux d'épargne et d'investissement et n'est déterminé que par la croissance démographique et le progrès technique, supposé exogène ; dans ce modèle la croissance du revenu par tête devrait être la même entre pays. C'est cette incapacité du modèle de Solow d'expliquer ces différences qui l'a amené à introduire des effets externes (capital humain avec effets externes, *learning by doing* et spécialisation internationale) pour rendre compte de la diversité de la croissance qu'on observe à l'échelle internationale. La section la plus intéressante dans cette revue est celle concernant la spécialisation internationale.

Lucas (1988) développe un modèle où c'est la formation de capital humain qui génère des externalités en ce sens que l'amélioration des qualifications d'un travailleur donné augmente non seulement sa propre productivité de manière directe, mais aussi celle de l'ensemble des travailleurs. La présence de ces externalités serait alors à l'origine d'une accumulation de capital humain par le marché sous-optimale, comme dans le modèle proposé par Roemer. Ces externalités se traduisent par des rendements d'échelle croissants par rapport aux facteurs capital humain, capital matériel et travail. Aussi à l'échelle internationale les pays mieux dotés de ce facteur auront-ils un revenu par tête beaucoup plus élevé que les pays qui y sont très peu dotés.

Dans cette théorie, on trouve comme phénomènes privilégiés l'accumulation de savoir ou de technologie qui est une activité comme toute autre activité économique chez Roemer, Grossman et Helpman (1991) et autres, la formation de capital humain et les rendements d'échelle croissants. Pour ce qui est des pays en voie de développement, l'assimilation et l'application des technologies existantes constituent une préoccupation et un facteur de croissance très importants (*cf.* A. Amsden sur la Corée du sud, 1989).

### ***Commerce international et croissance endogène***

Il s'agit, dans ce qui suit, de passer en revue le rôle de la stratégie du commerce extérieur en relation avec les explications endogénéisées de la croissance.

Dans les années quatre-vingt, alors que les organismes financiers internationaux ont préconisé plus que jamais la libéralisation et la déprotection des industries de substitution dans les pays en voie de développement, des développements se sont produits dans la théorie du commerce international dont les implications de politique économique, même pour les pays développés, vont dans le sens plutôt d'une intervention active avec l'Etat par la protection d'industries locales et la promotion des exportations (Krugman 1990).

Selon la théorie traditionnelle du commerce international, chaque pays doit se spécialiser dans les produits utilisant de manière intensive les facteurs de production dans lesquels il est relativement mieux doté. En termes statiques, la maximisation du bien-être exige une politique largement neutre vis-à-vis des activités économiques, ce qui signifie que toute mesure de protection d'industries produisant pour le marché local ou d'incitation à l'exportation doit être autant que possible évitée. Autrement dit, les taux de protection effective doivent être très faibles, de préférence même nuls, et en tout cas plus ou moins les mêmes pour toutes les activités. L'argument de la protection en faveur des industries naissantes a été évoqué dans la littérature de développement mais il a certainement occupé une place très mineure dans les manuels d'économie internationale et dans la théorie du commerce international.

Il serait difficile d'admettre que les spécialistes de l'économie internationale n'étaient pas conscients du fait que le commerce international n'était pas régi par la concurrence pure et parfaite, surtout quand il s'agit de produits ou services à fort contenu de *know-how* ou de recherche et de développement ou dont la production est soumise à des rendements d'échelle croissants. La théorie d'Heckscher-Ohlin-Samuelson a continué cependant à reposer sur les hypothèses de concurrence pure et parfaite, de rendements constants et d'absence d'effets externes.

Ce sont probablement la disparition progressive des écarts technologiques entre pays développés depuis le milieu des années soixante-dix, notamment entre les Etats-Unis et le Japon, ainsi que les débats sur les stratégies industrielles qui ont eu lieu aux Etats-Unis et en Europe occidentale qui seraient à l'origine de la nouvelle approche interventionniste qui s'est développée depuis le début des années quatre-vingt.

Cette nouvelle approche (Krugman 1990) s'écarte de l'approche traditionnelle en examinant les cas d'économies d'échelle et de production avec externalités positives. Dans le premier cas, l'échange international ne se fait plus dans des conditions de concurrence pure et parfaite (cas des avions de transport civil) ; le marché mondial ne permet la coexistence que d'un nombre très réduit d'entreprises qui tirent des bénéfices au-delà du coût d'opportunité du capital du fait qu'elles ont le pouvoir suffisant pour fixer les prix. Un pays de taille économique relativement importante peut alors dans ce cas s'assurer d'une part importante de cette rente en

subventionnant les exportations ou en protégeant l'industrie en question pendant une certaine période pour lui permettre de réaliser les économies d'échelle potentielles.

Le deuxième argument de cette nouvelle approche, plus pertinent pour les pays en voie de développement que le premier, est que certains secteurs contiennent des effets d'apprentissage et d'accumulation de savoir technique plus que d'autres. De tels effets externes dynamiques (cela rappelle, du moins partiellement, l'argument en faveur de l'industrie naissante) ne peuvent pas se produire par le seul libre jeu des mécanismes du marché local exposé à la concurrence du marché international. Sans intervention de l'Etat, la production locale de savoir technique sera sous-optimale. Une certaine production tarifaire dans certains cas, des subventions à l'exportation dans d'autres deviennent alors des mesures salutaires pour le bien-être de la collectivité.

C'est au niveau de ce deuxième argument que la nouvelle théorie du commerce international et celle de la croissance endogène se rejoignent. On ne peut pas se fier uniquement au marché et au libre échange avec l'extérieur pour atteindre un stock de savoir technique optimum. Certaines activités porteuses de ces externalités ainsi que la formation générale de capital humain doivent selon ces nouvelles idées recevoir l'aide de l'Etat sous forme de subventions ou de protection provisoire vis-à-vis de la concurrence étrangère.

Lucas (1988) développe aussi un modèle où le pays peut se spécialiser dans la production de biens à possibilités d'apprentissage et d'amélioration de productivité différentes. La spécialisation dans les produits avec gains dynamiques faibles risque de condamner le pays à un taux de croissance faible contrairement à d'autres pays qui optent pour des produits plus prometteurs dans le long terme. L'analyse de Lucas souligne l'intérêt de la stratégie de spécialisation conformément aux avantages comparatifs dynamiques axés sur l'apprentissage et l'accumulation du savoir plutôt qu'en fonction des avantages statiques.

Force est de constater toutefois qu'au-delà de la conclusion générale qu'il faut poser la question en termes de politique commerciale stratégique, le débat n'est pas du tout tranché, ni d'ailleurs approfondi lorsqu'on arrive à des recommandations précises de politique économique, notamment quant au choix des secteurs porteurs d'effets externes. Krugman (1987) reconnaît d'ailleurs les difficultés énormes inhérentes à l'identification des secteurs à forte teneur d'effets externes

## **Stratégie du commerce extérieur et croissance dans les PVD**

### ***Aspects théoriques***

Les nouvelles théories de croissance endogène et de commerce international résumées brièvement dans la section précédente ne sont pas transposables dans leur totalité pour étudier le processus de développement et les voies et moyens d'accélérer

la croissance dans les PVD. Alors que les effets du capital humain dans presque toutes ses formes sont d'une grande pertinence, la focalisation des externalités sur l'activité de recherche et de développement semble peu réaliste et opportune dans le cas des PVD. En fait, et comme l'ont argumenté, à juste titre, plusieurs auteurs (Edwards 1989), l'absorption et la maîtrise de la technologie disponible à l'échelle internationale constitue un défi beaucoup plus réaliste et immédiat que l'invention ou l'innovation. C'est en fait en rapport avec un tel objectif que la question de la stratégie commerciale doit être discutée dans le cas des PVD. Quel type de stratégie : libéralisation (à quel rythme et degré) ou continuation de la protection (par quel instrument?) faut-il suivre pour accélérer la croissance ?

D. Rodrick (1992) pose la question de la stratégie commerciale en terme de ses effets sur la productivité. Il fait tout d'abord remarquer que la croissance de la productivité totale des facteurs constitue un facteur de croissance beaucoup plus important dans les pays développés que dans les pays en voie de développement, expliquant en moyenne la moitié de la croissance dans le premier groupe de pays contre moins que le tiers dans le second groupe. Ces différences atténuent le rôle de la productivité dans l'explication du phénomène de croissance pour les PVD dans le passé mais ne diminuent en rien sa prépondérance comme facteur d'élévation de niveau de vie dans ces mêmes pays. Il est donc tout à fait judicieux d'avoir posé la question de la stratégie commerciale en terme de ses effets sur la productivité.

L'argument traditionnel en faveur de la libéralisation est celui des gains statiques résultant de la ré-allocation de ressources entre produits importables et exportables d'une manière conforme aux avantages comparatifs. En terme d'équilibre partiel, ces gains sont estimés par les surfaces de triangles d'inefficacité mesurant l'incidence des distorsions qui sont entraînées par la protection. La plupart des études empiriques montrent qu'ils sont généralement modestes, ne dépassant pas dans leur totalité 2 à 3 pour 100 du PIB avec même une concentration autour de moins de 1 %. Ce ne sont donc pas ces effets statiques allocatifs qui justifieraient un vaste programme de libéralisation du commerce extérieur avec toute la restructuration de l'activité économique qui en résulte.

Les arguments évoqués en faveur de la libéralisation des échanges comme moyen d'amélioration de la productivité sont au moins au nombre de quatre. Tout d'abord la concurrence étrangère est de nature à enlever aux producteurs locaux, surtout lorsque le marché local est exigü, la position oligopolistique ou même de monopole qui n'encourage pas la poursuite de moyens de réduire les coûts et améliorer la productivité. Comme Rodrick l'a remarqué à juste titre, il est difficile d'admettre que des entreprises, qui maximisent leur profit, n'essaient pas de minimiser leurs coûts quand l'occasion se présente, mais l'on comprend aussi, que faute de concurrence, elles ne se trouveraient pas pressées d'allouer des ressources suffisantes à la

suffisantes à la compression de ces coûts. La libéralisation des importations peut dans ce cas les inciter à améliorer leur productivité.

Le deuxième argument se rapporte à l'instabilité macro-économique qui serait un phénomène spécifique à une économie où la politique est répressive à l'égard des échanges extérieurs. Le rationnement des exportations de produits intermédiaires et de biens d'équipement ainsi que l'accentuation des pénuries à laquelle ces économies sont condamnées en raison de l'orientation désincitative vis-à-vis des exportations constituent le contenu même de cette politique. Ces difficultés tendent à réduire de temps à autre utilisation de la capacité de production installée et à perpétuer de façon générale l'inefficience. La libéralisation du régime commercial serait alors un moyen d'éviter ces goulots d'étranglement et de promouvoir ainsi la productivité des facteurs locaux. Cet argument est tout à fait défendable bien que pour certains, comme Rodrick, les goulots résultent d'une mauvaise gestion macro-économique donnant lieu à une demande excédentaire de biens importés plutôt que du régime commercial lui-même.

Le troisième argument fait appel aux économies d'échelle dont bénéficieront les entreprises produisant des biens dans lesquels le pays aura des avantages comparatifs qui seront exploités avec la libéralisation. Cet argument est important surtout dans les petits pays où le marché est relativement exigu.

Il faut bien sûr ajouter à ces trois arguments un quatrième argument qu'on trouve plus développé dans la théorie de la croissance endogène et qui concerne la circulation d'idées, de nouvelles méthodes de gestion qui accompagnent l'ouverture économique sur le monde extérieur et la liberté plus ou moins grande de circulation des biens (Rivera-Batiz et Roemer 1991).

Rodrick reste sceptique quant à la solidité des arguments avancés à propos de l'incidence bénéfique de la libéralisation sur la productivité. Il développe même un modèle où la croissance de la productivité risque de se ralentir. En effet, si l'investissement dans la compression de coûts dépend de la part de marché ou des entreprises locales, il risque d'être découragé en raison de la concurrence des importations. Quoique plausible, cet effet sera cependant contrebalancé par l'accroissement de la part de marché des entreprises exportatrices qui sera induite par l'élimination du biais allant à l'encontre des exportations.

L'argument le plus convaincant, déjà évoqué mais dont la formalisation reste encore très «ad-hoc», est celui des nouvelles idées qui sont susceptibles d'accompagner l'intensification des échanges avec l'extérieur. Cet argument a été d'ailleurs bien explicité par A. Lewis en 1955, bien avant les formulations de la théorie de la croissance endogène. Lewis argumente en effet que «les nouvelles idées seront admises plus rapidement dans les sociétés où les gens sont habitués au changement... Un pays qui est isolé est par contre moins amené à absorber rapidement de nouvelles idées... »

En dehors même des flux de marchandises, l'assimilation de la technologie et de meilleures méthodes de gestion serait facilitée par le contact accompagnant ces échanges. C'est là un argument peut-être fort en faveur de la libéralisation mais dont la formalisation encore presque sans fondement micro-économique. Edwards a essayé de le formaliser en supposant que l'écart technologique séparant un pays en voie de développement des pays développés (par rapport aux méthodes de production internationale disponibles) dépend du degré d'ouverture de l'économie. Le rythme de rattrapage technique est dans son modèle d'autant plus élevé que l'économie est ouverte. C'est là une idée qu'il faut explorer davantage en développant l'analyse du comportement des entrepreneurs dans les PVD dans le domaine de la recherche et de l'absorption de la technologie. C'est peut-être l'accumulation de cette capacité d'absorption, comme en témoignent les cas coréen et taïwanais, qui constitue l'argument tranchant concernant les effets de la libéralisation sur la productivité. C'est cette accumulation au niveau de l'assimilation et de l'absorption qui représentait l'équivalent des inventions et des innovations dans le contexte de la croissance endogène appliquée aux pays développés.

### *Aspects empiriques*

Les études empiriques de l'incidence de la politique du commerce extérieur sur la croissance et la productivité ont suivi différentes approches qui peuvent être classées en quatre catégories : la première, portant sur des pays individuels, consiste à analyser l'évolution du régime de commerce extérieur (restrictions quantitatives; libéralisation partielle avec dévaluation et remplacement des RQ par des droits de douane, libéralisation totale), et à voir comment les indicateurs macro-économiques de performance changent en rapport avec la modification de la politique commerciale. C'est l'approche qui a été retenue dans le célèbre projet NBER de Bhagwati (1978) et Krueger (1978) portant sur le «Régime du commerce extérieur et le développement» dans un échantillon de dix pays. Cette étude a montré d'une manière claire qu'une politique d'incitation biaisée contre les exportations entraîne une faible croissance de ces dernières, voire même une stagnation, mais aucune conclusion solide ne semble être tirée quant aux effets dynamiques de la libéralisation sur la croissance (Bhagwati 1978).

Une deuxième approche, en coupe transversale sur différents pays, a consisté à expliquer le rythme de croissance en fonction des facteurs traditionnels d'accumulation de capital matériel et d'expansion de la population active ainsi que du régime ou de l'orientation de la politique commerciale, saisie dans la quasi-totalité des cas par le taux de croissance moyen ou par la part des exportations dans le PIB. Cette approche a été adoptée dans plusieurs études remontant au milieu des années soixante-dix (Edwards 1989).

La conclusion se dégageant de la plupart de ces études est que la croissance du PIB tend à être fortement corrélée, de manière positive, avec celle des exportations. L'approche a été toutefois fortement critiquée pour manque de spécification rigoureuse des mécanismes par lesquels une politique favorisant l'exportation se traduirait par des gains d'efficacité et de productivité. En outre, la variable de régime du commerce extérieur, pourtant la variable clé dans ces études, n'est pas saisie de manière directe à travers un indicateur approprié, mais indirectement par la croissance du volume d'exportations ou par leur ratio par rapport au PIB.

Une troisième approche tente d'analyser de manière plus directe que les deux premières la relation entre l'orientation commerciale d'un secteur ou d'une entreprise (marché extérieur versus marché local et la croissance de la productivité totale des facteurs. La plupart des travaux effectués se sont basés jusqu'ici sur des données sectorielles mais certains (Tybout 1990) ont exploité des données micro-économiques d'entreprises. Ces travaux ont abouti en général à la conclusion que les secteurs et les entreprises tournés vers l'extérieur connaissent des gains de productivité plus importants que ceux travaillant pour le marché local ; il est aussi montré cependant que dans certains cas, une certaine protection, non excessive, peut aussi être bénéfique dans une première phase de naissance (Havrylyshyn 1990).

Cette dernière approche représente un progrès certain par rapport à l'approche précédente, descendant à un niveau beaucoup plus désagrégée que celle-ci, permettant ainsi de différencier les secteurs et parfois les entreprises à l'intérieur d'une même économie selon leur orientation commerciale. Le biais de régime commercial est cependant toujours saisi de manière indirecte par la croissance des exportations ou par la part de celles-ci dans l'expansion totale d'un secteur plutôt par une mesure directe de la distorsion que la politique commerciale lui entraîne.

Enfin une quatrième approche, relativement récente, consiste à intégrer les externalités de libéralisation dans des modèles d'équilibre général calculables. S'inspirant de la littérature de la croissance endogène, De Melo et Robinson (1990) ont construit un modèle de ce genre en considérant deux types d'externalités, l'un associé à l'expansion des exportations, l'autre à celle des importations de biens d'équipement. Le cas modélisé (celui de la Corée du Sud) suppose que l'orientation vers les marchés extérieurs augmente la productivité des facteurs dans les secteurs des industries manufacturières légères et lourdes mais n'affecte pas de manière directe les deux autres secteurs retenus de l'agriculture et des services. Les effets bénéfiques du transfert de technologie, saisis au niveau des importations allant dans le secteur des industries lourdes, se traduisent par une amélioration de la productivité ou de l'efficacité du capital de manière générale.

L'incidence sur la productivité totale des facteurs dépend évidemment de l'intensité de ces externalités. Les auteurs considèrent deux valeurs, une moyenne et l'autre élevée qui rendraient compte, plus ou moins, de l'évolution réelle de l'économie Coréenne durant la période 1975-1985. La simulation de ces deux

variantes sur une période de dix ans donne des augmentations respectives du PIB respectivement de 11 % et de 31 % par rapport à la croissance qui aurait été entraînée uniquement par l'accumulation du capital, l'expansion de la population active et la ré-allocation de ressources du secteur agricole à faible productivité à l'industrie où celle-ci est plus élevée. Les externalités se traduisent ainsi par une accélération du rythme de croissance respectivement de l'ordre de 1.1 % et 2.9 % par an, ce qui représente une incidence très importante dépassant de loin les effets statiques.

Dans le modèle de De Melo et Robinson, l'optimum ne peut être atteint en présence de ces externalités que si l'Etat subventionne les exportations et les importations de biens d'équipement. Les simulations montrent que le coût de ces subventions peut être excessivement élevé pour le budget de l'Etat, allant jusqu'à 27% du PIB dans la variante de forte intensité en externalités, ce qui est peu réaliste. Une autre faiblesse du modèle est que les mécanismes par lesquels la libéralisation du commerce extérieur génère les externalités ne sont pas bien explicités. Il représente néanmoins une nette amélioration par rapport au modèle néoclassique traditionnel qui ne permet de saisir que les effets ré-allocatifs d'un changement dans la politique commerciale.

### **Conclusion**

Les nouvelles théories de la croissance endogène et du commerce international ont ouvert de nouvelles voies de recherche dans le domaine du développement et de la stratégie du commerce extérieur. L'accent n'est plus mis comme par le passé sur les effets statiques de la libéralisation qui sont des effets de ré-allocation de ressources entre facteurs dont les travaux empiriques ont montré une portée limitée, mais sur les effets dynamiques externes d'apprentissage, de maîtrise de la technologie, d'incitation à la réduction de coûts par les entreprises et de manière générale de gains de productivité. Ce sont ces effets qui constituent à la fois le processus même du développement ainsi que ses résultats. La recherche empirique de ces effets a emprunté différentes voies comme la revue succincte précédente l'a montré. Cette recherche gagnerait, à notre sens, à se renforcer en études micro-économiques au niveau des entreprises pour dégager le rôle imputable à la politique commerciale et au biais qu'elle implique pour chaque entreprise individuelle dans sa performance en général et plus particulièrement en matière de productivité.

## Bibliographie

- Amsden, Alice H., 1989, *Asia's next giant: South Korea and late industrialization*, Oxford, Oxford University Press.
- Bhagwati, J., 1978, *Anatomy and consequences of exchange control regimes*, Ballinger Publishing Company.
- De Melo, J. et Robinson, S., 1990, *Productivity and externalities, models of export-led growth*, WPS 387, World Bank, mars.
- Edward, S., Opennes, , 1989, *Outward orientation, trade liberalization and economic performance*, WPS 191, World Bank, juin.
- Grossman, G. et Helpman, E., 1992, *Innovation and growth, technological competition in the global economy*, The MIT Press.
- Havrylyshyn, O., 1990, 'Trade policy and productivity gains in developing countries: A survey of the literature', *the World Bank Observer*, janvier.
- Krueger, A., 1978, *Foreign trade regimes and economic development: Liberalization attempts and consequences*, Ballinger Publishign Co.
- Krugman, P., (ed.), 1990, *Strategic trade policy and the new international economics*, The MIT Press.
- Lucas, R. E., Jr., 1988, 'On the mechanics of economic development', *Journal of Monetary Economics*, juillet.
- Revera-Batiz, L. et Roemer, P., 1991, 'Economic integration and endogenous growth', *Quarterly Journal of Economics*, mai.
- Rodrick, D., 1992, 'Closing the productivity Gap: does trade liberalization really help? ' in *Trade policy, industrialization and development*, Helleiner, G. (ed), Clarendon Press, Oxford.
- Roemer, P., 1986, 'Increasing returns to scale and long-run growth', *Journal of Political Economy*.
- Roemer, P., 1990, 'Endogenous technical change', *Journal of Political Economy, Supplement*.
- Tybout, J., 1992, 'Researching the trade/productivity link: new directions', World Bank mimeo and World Bank Economic Review.